

UNIVERSITÉS**« Les défis de la transformation numérique dans l'administration publique » à l'USJ**

Le directeur de l'OFF, le Pr Pascal Monin, modérateur de la conférence, entouré des participants. Photo DR

L'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance (OFF) de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth (USJ), en collaboration avec le programme État de droit au Moyen-Orient, de la Konrad Adenauer Stiftung (KAS), a organisé une conférence intitulée « Les défis de la transformation numérique dans l'administration publique ». L'événement a été modéré par le Pr Pascal Monin, directeur de l'OFF, avec la participation du directeur du centre d'informatique judiciaire et juridique du ministère de la Justice, le juge Wassim Hajjar, de la conseillère du Premier ministre pour les affaires technologiques et coordinateur de la stratégie nationale pour la cybersécurité, la Pr Lina Oueidate, de la chef de la section politique et législation

de l'Association libanaise des technologies de l'information (LITA), la Pr Mona al-Achkar Jabbour, de l'expert en cybersécurité chez Civi-pol, Cyril Cu villier, de l'opératrice de coopération internationale du ministère français de l'Intérieur, la Dr Sara Hariri Haykal, du professeur d'économie à l'USJ et directeur du programme Rule of Laws de KAS, Philippe Bremer, et de Charbel Marroun, journaliste et professeur universitaire.

Les interventions ont souligné la nécessité de l'introduction de la transformation numérique dans le secteur public au Liban, afin que la bureaucratie se transforme en une administration moderne et productive ; de son passage par plusieurs étapes au niveau administratif pour atteindre le

meilleur modèle de gestion de l'État, à travers la modernisation des technologies et de l'accompagnement de cette transformation par une volonté politique de la mettre en œuvre d'une manière responsable, afin d'utiliser les données personnelles de manière correcte et équitable.

Les intervenants ont soutenu la mise en place d'une autorité nationale de l'informatique et des libertés, en invitant les autorités à fournir les ressources financières nécessaires pour créer les technologies et les infrastructures dans le secteur public, à développer et qualifier le management et les salariés, à mener une campagne nationale de sensibilisation pour diffuser le concept de transformation et à établir les cadres juridiques nécessaires.